

## **CHECK-LIST DES DOCUMENTS À COMPLETER ET FOURNIR** (Annexe I)

### **Appel d'offres n° OIB/2021/CPN/0065**

#### **« Prestations de services dans le domaine de la restauration pour la Commission européenne en Région de Bruxelles-Capitale et Overijse »**

Pour qu'une candidature, respectivement une offre, soient considérées complètes, elles devront obligatoirement contenir tous les documents et renseignements recensés ci-dessous.

**Précision** : Pour les besoins du présent appel d'offres, compte tenu de la pandémie COVID-19, les trois derniers exercices s'entendent, **au choix du soumissionnaire, soit les exercices: 2017, 2018, 2019 – ou les exercices 2018, 2019, 2020.**

### **I. IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE – EN PHASE CANDIDATURE**

- 1. Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion** dûment complétée et signée (le cas échéant, pour chacun des membres du groupement proposé et/ou chacun des sous-traitants proposés) mentionnant que le candidat/soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations d'exclusion de la participation à un marché passé par l'Union européenne.

La déclaration sur l'honneur doit reproduire in extenso le modèle publié sur la page suivante:  
[Tender opportunities – Infrastructure and Logistics \(Brussels\) | Commission européenne \(europa.eu\)](#)

- 2. Capacité légale et réglementaire :**

- **Enregistrement auprès de l'autorité compétente pour la sécurité alimentaire dans un état membre de l'Union européenne.** Pour les soumissionnaires établis en Belgique, il s'agit de l'AFSCA; pour les soumissionnaires hors Belgique la notion d'équivalence de l'enregistrement s'applique. Le soumissionnaire joindra les attestations pertinentes à son offre.

- 3. Capacité économique et financière :**

- **Copie des états financiers (bilans et comptes de résultat) des 3 derniers exercices** faisant apparaître le résultat annuel avant impôts positif. Si, pour une raison justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de les fournir, il joindra une déclaration sur le résultat annuel avant impôts des 3 dernières exercices. Lorsque les états financiers ou la déclaration font apparaître un résultat moyen négatif sur les 3 dernières exercices, le soumissionnaire est tenu de fournir tout autre document prouvant sa capacité financière et économique, comme une garantie appropriée d'un tiers (par exemple de la société mère), des déclarations de commissaire aux comptes, d'expert-comptable, ou équivalent.
- **Déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel spécifique** relatif à l'objet du marché, réalisé pendant les 3 derniers exercices. **Minimum requis 1.250.000€** de moyenne annuelle sur les 3 derniers exercices.

#### 4. Capacité technique et professionnelle :

- Justifier la capacité d'exploitation d'au moins 2 self-services et 10 cafétérias (précision: une capacité minimum de 300 passages/jour pour les self-services et minimum 200 passages/jour pour les cafétérias). Moyen de preuve: attestations de bonne exécution avec les coordonnées complètes des clients aux fins de vérification.
- Disposer d'un charroi réfrigéré de distribution des denrées dans et entre les immeubles de la Commission en fonction de la spécificité de chaque exploitation. Moyen de preuve: la liste des véhicules composant le charroi ainsi que copies des cartes grises/ le contrat de leasing.
- La preuve que le soumissionnaire respecte les législations nationales et communautaires en vigueur concernant l'HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point = analyse des dangers/points critiques pour leur maîtrise). Moyens de preuve acceptés: les moyens mis en œuvre pour le respect du plan HACCP (procédures hygiène cuisine et formation du personnel ou équivalent).
- Justifier d'un système de gestion de qualité **ISO 9001** ou équivalent.
- Justifier d'un système de gestion environnementale **ISO 14001** ou équivalent.

#### 5. Critères d'exclusion

La vérification initiale de la non-exclusion des candidats/soumissionnaires se fera sur la base des déclarations soumises (voir point 1. ci-dessus) et de la consultation du système de détection rapide et d'exclusion de l'Union européenne. Les documents mentionnés comme documents justificatifs dans la déclaration sur l'honneur doivent être fournis sur demande et lorsqu'ils sont nécessaires pour garantir le bon déroulement de la procédure dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur<sup>1</sup>.

Avant la décision d'attribution, le pouvoir adjudicateur peut demander des preuves documentaires du respect des critères d'exclusion énoncés dans le présent cahier des charges. Veuillez noter qu'une demande de justificatifs n'implique nullement que le candidat/soumissionnaire a été retenu.

Dans tous les cas, le soumissionnaire à qui le marché est à attribuer fournira, sous peine d'exclusion, et **avant la signature du contrat**, les preuves confirmant sa déclaration sur l'honneur. En cas de groupement, la déclaration sur l'honneur ainsi que les documents et renseignements probants en cas d'attribution du marché, doivent être fournis individuellement pour chaque membre du groupement.

---

<sup>1</sup> L'obligation de fournir les documents justificatifs sera levée dans les situations suivantes:

- si les mêmes documents ont déjà été fournis dans le cadre d'une procédure de passation de marchés de la Commission européenne antérieure, ont été délivrés au plus tard un an avant la date de leur demande par le *pouvoir adjudicateur* et sont toujours valables à cette date;
- si le *pouvoir adjudicateur* a accès gratuitement à ces documents dans une base de données nationale, auquel cas l'opérateur économique fournit au *pouvoir adjudicateur* l'adresse internet de la base de données et, si nécessaire, les données d'identification requises pour se procurer ces documents.
- S'il y a une impossibilité matérielle de fournir de telles preuves.

## 6. Autres documents

- **Document officiel qui prouve l'établissement** de l'entité concernée et l'état où le soumissionnaire a son siège ou est domicilié (le cas échéant, pour chaque membre du groupement)
- **Questionnaire concernant les candidatures conjointes** accompagné d'un(e) Accord/Procuration – applicable uniquement dans le cas de soumission en groupement (voir annexe I.1)

## II. DOCUMENTS REQUIS - **EN PHASE SOUMISSION DE LOFFRE**

### 7. Offre technique

- **Non applicable**

### 8. Offre financière

- **Bordereau de soumission financière** (voir Cahier des charges, annexe III.B)

### 9. Autre documents

- **Bordereau de conformité technique** (voir Cahier de charges, annexe III.A)
- **Questionnaire concernant la sous-traitance** - applicable uniquement dans le cas de sous-traitance - le cas échéant, pour chacun des sous-traitants, accompagné d'une lettre d'engagement de chaque sous-traitant désigné (voir annexe I.2)
- **Coordonnées (nom, prénom, fonction) de la personne(s) habilitée(s) à signer le contrat:** Indiquer si cette ou ces personnes sont habilitées à signer seules ou ensemble et si elle(s) dispose(nt) d'une signature électronique qualifiée (QES: qualified electronic signature) au sens du Règlement eIDAS 910/2014.

La Commission européenne privilégie le processus de signature électronique mais seule une signature électronique qualifiée reposant sur un certificat qualifié sera acceptée. [Le site suivant](#) regroupe toutes les informations pertinentes :

<https://ec.europa.eu/cefdigital/wiki/display/CEFDIGITAL/eSignature++Businesses>

La signature et la validité du certificat peuvent être vérifiés à l'aide d'un des outils de validation comme par exemple 'DSS Demonstration validation tool' disponible sous le lien suivant : <https://ec.europa.eu/cefdigital/DSS/webapp-demo/validation>

## QUESTIONNAIRE CONCERNANT LES SOUMISSIONS CONJOINTES (Annexe I.1)

*À remplir en cas de candidature conjointe soumise par un groupe de soumissionnaires.*

1. Veuillez indiquer le nom de l'entreprise mandataire du groupe de soumissionnaires (chef du groupement):

---

2. Veuillez indiquer le nom des mandants (les autres entreprises) qui participent à la candidature conjointe:

---

---

---

---

---

N.B.: Ces entreprises doivent fournir la déclaration sur honneur relative aux critères d'exclusion, et le cas échéant les documents nécessaires à l'évaluation de la capacité économique et financière et/ou capacité technique.

3. Si un groupement ou une entité similaire a déjà été formé, veuillez indiquer son nom et son statut juridique ainsi que fournir toute autre information et tout autre document pertinent dans ce contexte:

---

---

4. Veuillez fournir un Accord/Procuration, établie conformément au modèle de procuration figurant ci-après, signée par les représentants légaux de tous les membres du groupement de la candidature conjointe, qui notamment:

- Reconnaît la responsabilité solidaire de tous les partenaires de la candidature conjointe pour l'exécution du marché;
- Donne procuration à l'un des partenaires de la candidature conjointe (chef du groupement) pour représenter les autres parties aux fins de l'administration du contrat et, selon le cas, pour la signature de l'offre et/ou du contrat.

## Accord/Procuration - Modèle

### *(DESIGNANT L'UNE DES ENTREPRISES COMME CHEF DU GROUPEMENT ET LA NOMMANT CHEF DE FILE)*

- **Signataire 1** (*dénomination officielle complète, forme juridique officielle, numéro d'enregistrement légal, adresse officielle complète, n° du registre de la TVA*), représenté(e) en vue de la signature du présent(e) accord/procuration par [*prénom, nom et fonction*],
- **Signataire 2** (*dénomination officielle complète, forme juridique officielle, numéro d'enregistrement légal, adresse officielle complète, n° du registre de la TVA*), représenté(e) en vue de la signature du présent(e) accord/procuration par [*prénom, nom et fonction*],
- .....
- **Signataire N°** (*dénomination officielle complète, forme juridique officielle, numéro d'enregistrement légal, adresse officielle complète, n° du registre de la TVA*), représenté(e) en vue de la signature du présent(e) accord/procuration par [*prénom, nom et fonction*],

Chaque représentant ayant la capacité juridique requise pour agir au nom et pour le compte de son entreprise,

(les entreprises ci-dessus sont dénommées ci-après individuellement le "*membre du groupement*" et collectivement les "*membres du groupement*"),

Vu que:

- (i) les membres du groupement soumettent une candidature pour l'appel d'offres n° **OIB/2021/CPN/0065**;
- (ii) dans le cas où les membres du groupement remporteront le marché mentionné ci-avant, elles seront solidairement responsables de l'exécution du contrat dans son ensemble à l'égard du pouvoir adjudicateur,

### CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

Les membres du groupement désignent l'entreprise **X** comme chef du groupement (chef de file) et à cet effet lui confèrent les pouvoirs suivants pour engager le groupement et chacun de ses membres:

*[N.B.: le chef du groupement doit être l'un des membres du groupement]*

1. De signer au nom et pour le compte de chaque membre du groupement de la candidature pour l'appel d'offres n° **OIB/2021/CPN/0065**;

*[N.B.: ce point 1 devrait être effacé si les membres du groupement signent l'offre eux-mêmes]*

2. De signer au nom et pour le compte de chaque membre du groupement le contrat direct et, le cas échéant, ses éventuels avenants;

*[N.B.: ce point 2 devrait être effacé si les membres du groupement signent le contrat eux-mêmes]*

3. D'agir au nom et pour le compte de chaque membre du groupement et prendre toutes les actions nécessaires en ce qui concerne l'administration du contrat-cadre dans son ensemble incluant, sans toutefois se limiter aux pouvoirs suivants:
- établir toutes les factures relatives aux prestations fournies et recevoir les paiements correspondants au nom des membres du groupement;
  - être le point de contact unique du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne la communication et la gestion administrative et financière.

Toute modification de cet accord/de la procuration est soumise à l'approbation expresse du pouvoir adjudicateur.

Le présent accord/la présente procuration expire lorsque toutes les obligations contractuelles des membres du groupement envers le pouvoir adjudicateur en rapport avec les prestations à assurer au titre du contrat-cadre ont cessé d'exister. Sa résiliation par les membres du groupement avant cette date n'est possible qu'avec l'accord écrit du pouvoir adjudicateur.

Signé à ....., le .....

Nom		Nom	
Fonction		Fonction	
Entreprise		Entreprise	
Nom		Nom	
Fonction		Fonction	
Entreprise		Entreprise	

## QUESTIONNAIRE CONCERNANT LA SOUS-TRAITANCE (Annexe I.2)

*Si votre offre prévoit de recourir à la sous-traitance, veuillez compléter les points suivants:*

1. La part du marché que vous envisagez de sous-traiter:

---

---

---

2. Liste des sous-traitants:

---

---

---

3. Justification de la sous-traitance et rôle, activités et responsabilités des sous-traitants:

*Veuillez remplir le formulaire suivant pour chacun des sous-traitants et l'accompagner*

*a) d'une déclaration d'intention du sous-traitant ou d'un accord existant et*

*b) d'une déclaration sur honneur relative aux critères d'exclusion*

Nom du sous-traitant:

---

Forme juridique officielle:

---

Pays d'enregistrement:

---

Numéro d'enregistrement légal:

---

Adresse officielle complète:

---

---

Personne de contact:

---

Numéro de téléphone:

---

Justification de la sous-traitance:

---

---

Rôle, activités et responsabilités du sous-traitant:

---

---

---

Volume ou proportion de la sous-traitance:

---

---

**NB: La partie du marché sous-traitée reste sous la responsabilité du soumissionnaire.**

**La Commission européenne se réserve le droit de vérifier la situation juridique, les situations d'exclusion, la capacité économique et financière, ainsi que la capacité technique des éventuels sous-traitants et cela soit avant la signature du contrat si les sous-traitants ont été indiqués dans l'offre, soit suite à une demande d'autorisation de la sous-traitance en cours de contrat. À défaut de la présentation de ces documents, aucun recours à la sous-traitance ne pourra être autorisé.**

Date et signature du soumissionnaire: